

Brochure n° 3244

Convention collective nationale  
IDCC : 1505. – **COMMERCE DE DÉTAIL DES FRUITS  
ET LÉGUMES, ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

AVENANT N° 120 DU 6 JANVIER 2015

RELATIF À LA GRILLE DES SALAIRES

NOR : ASET1550179M

IDCC : 1505

PRÉAMBULE

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, le Smic horaire est passé à 9,61 € brut.

Les signataires de la convention collective nationale du commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers se sont réunis pour établir une nouvelle grille de salaires.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Grille de salaires*

(En euros.)

NIVEAU	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
N1A	9,75	1 478,78
N1B	9,92	1 504,57
N2	10,04	1 522,77
N3A	10,19	1 545,52
N3B	10,34	1 568,27
N4A	10,47	1 587,98
N4B	10,76	1 631,97
N5	13,30	2 017,21
N6	13,87	2 103,66
N7	16,68	2 529,86
N8	18,95	2 874,15

L'application de cet accord de salaires doit, dans une même entreprise, donner lieu au respect du principe « à travail égal, salaire égal ».

Conformément à ce principe et aux dispositions du code du travail et de la convention collective, les entreprises veilleront au respect de :

- l'égalité de rémunération entre hommes et femmes. Les femmes, sans que les absences pour maternité y fassent obstacle, se voient attribuer, dans les mêmes conditions que les hommes, le

- niveau de classification et le salaire prévus par la présente convention collective et bénéficient des mêmes conditions de promotion et/ou d'évolution, notamment salariale ;
- l'égalité de traitement entre les salariés quels que soient notamment leurs origines, âge, apparence physique, patronyme, situation de famille, activités syndicales ou convictions religieuses.

## **Article 2**

### *Effet*

Le présent avenant remplace et annule dans toutes ses dispositions l'avenant n° 116 du 28 janvier 2014.

Il est applicable à compter du 1<sup>er</sup> février 2015.

## **Article 3**

### *Formalités administratives*

Le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au greffe du conseil de prud'hommes.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, son extension.

La fédération des fromagers de France est chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 6 janvier 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

UNFD ;  
FNDECB ;  
FFE.

### **Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;  
FS CFDT.